

8 mars 2026

Les femmes, plus exposées à la précarité, paient le prix des mesures d'austérité budgétaires et des logiques capitalistes !

Le POP défend une société égalitaire et dénonce le modèle économique capitaliste et libéral que perpétuent nos institutions, qui alimente selon nous un impérialisme économique violent et destructeur. Il demande à la Confédération et aux cantons de prendre des mesures concrètes pour garantir aux femmes, ici et ailleurs, une place égale et une vie digne.

Qu'il s'agisse du canton de Vaud, de la confédération suisse, ou à l'internationale, les mesures d'austérité frappent toujours prioritairement les femmes, largement représentées dans le secteur public, dans le domaine de la santé ou du social, très souvent à temps partiel et dans des postes plus faiblement rémunérés. Ces mesures ne sont pas une nécessité, mais bien des choix politiques ! En Suisse, le Conseil fédéral veut donner davantage de moyens pour l'armée - 4 milliards de francs d'ici 2032- , et moins pour le service public - environ 2,4 milliards de CHF en 2027 et encore 3 milliards en 2028-2029 -, défendant par là un certain modèle de société patriarcale. Le canton de Vaud n'est pas en reste avec son programme de transfert de ressources à peine voilé vers les grosses fortunes, vidant progressivement les caisses de l'état.

Les mesures d'austérité ne sont pas neutres. C'est une politique sexiste qui ignore les besoins des femmes, renforce les inégalités de genre et perpétue des violences économiques, sexistes contre les femmes, les enfants et les personnes LGBTQIA+, c'est-à-dire ce qui ne représente pas le modèle masculin dominant. Sans le dire, elles sous-entendent que le modèle traditionnel reste le seul valable (alors qu'il ne correspond plus à la majorité des situations familiales). C'est normal : dans un tel modèle, c'est la famille - généralement, les femmes - qui supplée, sans rémunération, à la protection sociale faisant ainsi économiser des milliards à l'Etat.

Il est temps que le Conseil fédéral se mobilise réellement pour renforcer l'égalité, dans tous les domaines. Il doit également mettre tous les moyens nécessaires pour lutter contre toutes les formes de violence conjugale, ce fléau qui ne cesse de faire des ravages. Respectivement, le canton de Vaud ne doit pas défendre les femmes, juste pour se redonner une belle image, mais bien de manière continue, en soutenant les services publics, la prévention de la violence, une réelle égalité des salaires et le libre choix des femmes de vivre la vie qu'elles souhaitent vivre. Plutôt qu'une politique des caisses vides, cela implique des investissements ciblés et éclairés.